Le régime syrien et les profiteurs de guerre

Comité Syrie-Europe Après Alep

> **La Syrie aujourd'hui n'est ni un État souverain ni un État civil, mais une dictature mafieuse régie par un mandat russe et influencée par l'Iran.**

Une étude récente conduite par Lina Khatib et Lina Sinjab, chercheuses spécialistes de la Syrie à Chattam House à Londres, analyse les transformations profondes qu'a subi l'État syrien durant ces huit années de guerre. Ces transformations ont permis à Bachar al-Assad de rester au pouvoir malgré la contestation populaire, mais à quel prix ? L'étude s'appuie sur un travail de terrain en Syrie et des entretiens avec un large éventail d'acteurs – y compris des personnalités affiliées au régime, des groupes armés et des représentants de la société civile – entre le début du conflit syrien et septembre 2018. L'étude constate que le conflit a fortement affaibli l'État unitaire syrien, notamment l'appareil de sécurité.

De l'État fantôme à l'État transactionnel

Depuis les années 1970 et l'arrivée de Hafez al-Assad au pouvoir, l'appareil étatique a été capturé par un clan et est devenu un *« État fantôme » (shadow State)*, c'est-à-dire un État où les leviers réels du pouvoir agissent derrière la scène, mode de gouvernance suffisamment efficace pour le prémunir contre toute tentative de coup d'État. Les leviers associés au pouvoir de l'État ont été subordonnés à des agences de sécurité, conçues non seulement pour surveiller la population mais aussi pour se surveiller mutuellement, le président restant la clef de voûte de l'ensemble du système. L'appareil judiciaire, l'armée, la police et les autres institutions publiques n'avaient ainsi que des pouvoirs limités. Ils restaient subordonnée à ces appareils de sécurité et connectés à un réseau de *« courtiers, de groupes d'intérêts et de copains »* en relation directe avec le pouvoir central.

Le conflit syrien a modifié substantiellement les fonctions, la capacité et le mandat des principales institutions contrôlées par l'État, notamment les agences de sécurité et l'armée. À partir de 2011, la montée en puissance d'acteurs opportunistes ayant une relation transactionnelle avec les autorités a affaibli l'appareil de sécurité, transformant l'*« État fantôme »* en un *« État transactionnel » (transactional state)* dominé par des profiteurs alignés sur le régime. De plus, le régime est devenu dépendant de profiteurs et d'acteurs extérieurs, en particulier de la Russie et de l'Iran qui défendent leurs propres intérêts.



L'occupation de la Syrie par des forces militaires étrangères en novembre 2018
(source Suriyegundemi)

La montée de l'État transactionnel

Certes, même avant le soulèvement, les élites du régime fonctionnaient déjà largement sur une base transactionnelle, mais elles le faisaient sans empiéter sur le contrôle de l'État. Or, ces dernières années, le réseau a dû intégrer des profiteurs qui ne faisaient pas partie du système d'origine. Le pouvoir de ces nouveaux acteurs a augmenté au point que le gouvernement ne peut plus les contrôler. Dans le passé, les profiteurs ajustaient leurs intérêts avec ceux de l'État et du régime, pour assurer la pérennité du système. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les nouveaux profiteurs poursuivent leurs propres objectifs en agissant indépendamment des intérêts de l'État et du régime.

Plusieurs facteurs ont facilité la montée en puissance de ces opportunistes. Premièrement, la nécessité de contourner les sanctions internationales. Deuxièmement, l'obligation pour le régime de trouver de nouveaux partenaires capables d'agir en son nom pour faciliter les affaires et les services dans les régions hors de portée du gouvernement. Troisièmement, la perte de pouvoirs institutionnels par l'État à cause de la guerre. L'approvisionnement en eau, l'agriculture, la production et la distribution de pétrole, ou encore les douanes, ont cessé d'être pleinement fonctionnels. Cela a forcé le régime à s'appuyer sur la capacité d'acteurs non étatiques à pallier ses failles. Le recours à ces profiteurs a enclenché un cercle vicieux. Les profiteurs ont pris conscience de la dépendance croissante du régime à leur égard et, par conséquent, attendent un soutien toujours plus grand de l'État en échange de leurs services.

L'armée, les services de sécurité et les milices

Cette évolution s'est accompagnée du renforcement des seigneurs de guerre et de la montée de la corruption au sein de l'armée, des services de sécurité et des milices. Loin d'être motivées par les intérêts de l'État, ces

milices utilisent leurs positions pour en tirer un avantage économique. Le régime a donné aux dirigeants de groupes armés, tels que les Forces de défense nationale *(National Defence Forces – NDF)*, des actions dans l'économie locale, dans le but de conserver leur soutien militaire. La plupart de ces chefs de guerre sont issus de sectes minoritaires habituellement pauvres. La guerre les a enrichis. Ils constituent une nouvelle classe socio-économique en Syrie.

Alors que le régime continue de concevoir de nouveaux mécanismes pour canaliser les fonds publics vers ces groupes, les fonctions de certaines institutions de l'État ont évolué en conséquence. Par exemple, le ministère syrien des Affaires étrangères a créé un bureau chargé de réglementer l'enregistrement et le financement des ONG. Ce bureau est devenu une source de financement pour l'organisation al-Bustan de Rami Makhlouf, qui finance un nombre important de milices pro-régime, au nom du *« soutien à la société civile »*. Certains chefs de ces milices ont même créé leurs propres ONG pour obtenir un financement de l'État !

Ces comportements encouragent chacun à se tailler la part la plus grosse possible dans l'économie de guerre. Les exemples sont multiples : l'établissement de points de contrôle *(check points)* dans le seul but d'extorquer de l'argent ; le trafic d'êtres humains ; la corruption des officiers pour faciliter le passage en Turquie ou au Liban, pour échapper aux obligations militaires ou pour éviter une arrestation ; le trafic de cartes d'identité falsifiées pour faire éviter le service militaire à certains ou enregistrer d'autres personnes fictives dans les différentes unités NDF. La détention est aussi une activité lucrative pour de nombreuses entités affiliées au régime. Un certain nombre de groupes sont devenus des courtiers pour les détenus, chaque équipe ayant sa propre méthode et ses prix pour effectuer certains services. Sans oublier le pillage de biens et des maisons qui est devenu systématique.

La compétition entre la Russie et l'Iran

L'Iran et la Russie ont une présence militaire de plus en plus visible en Syrie, au mépris de la souveraineté de l'État. La Russie et l'Iran ont également fait du pays une arène pour leur propre compétition militaire et économique. La Russie cherche à façonner les institutions syriennes afin de s'assurer de leur fidélité durable. L'Iran de son côté, en plus du soutien qu'il apporte à plusieurs milices locales, utilise ses propres forces du corps des Gardiens de la révolution islamique et des milices chiites étrangères pour reprendre les quartiers contrôlés par les rebelles. Le soutien militaire de l'Iran à la Syrie subordonne l'armée syrienne et ses filiales à une hiérarchie iranienne.

Poutine augmente son emprise sur la Syrie, mais ne parvient pas à maîtriser complètement l'Iran. En outre, la Russie se montre parfois capable d'étendre son influence au-delà de la sphère militaire. C'est la Russie, et non l'État syrien, qui exerce le pouvoir sur certains profiteurs associés au régime. Elle est aidée en cela par son statut international et l'influence qu'elle cherche à gagner jusqu'au sein de l'opposition syrienne. Elle se présente de plus en plus comme le futur intermédiaire de paix en Syrie, même si sa conception de la paix ne respecte en rien les normes du droit international.

Les facteurs de délitement

L'ascendant militaire retrouvé par le régime ne signifie pas que l'État sera en mesure de maintenir la paix et la stabilité, une fois les hostilités terminées. La Syrie subira probablement des vagues d'attaques similaires à celles perpétrées en Irak après 2003. Dans le même temps, la brutalité du régime continuera à nourrir de nouveau griefs qui empêcheront toute stabilité à long terme.

Plusieurs facteurs entraveront la restauration de l'État dictatorial des Assad. Le premier est la présence de milliers de miliciens étrangers introduits dans le pays par l'Iran. Il est peu probable que ces combattants partiront rapidement. Beaucoup sont maintenant installés, après avoir accaparé des

logements et des biens et avoir fait venir leur famille. Le deuxième facteur est l'implication de l'Iran, qui repose non seulement sur la mise en place d'institutions parallèles à l'État, mais aussi sur l'infiltration méthodique de l'État lui-même. Le troisième facteur est l'ampleur de l'influence économique iranienne et russe dans le pays. Le futur État syrien deviendra donc probablement plus dépendant des travailleurs spécialisés fournis par l'Iran, la Chine et la Russie dans des domaines tels que l'architecture, la médecine et la prestation de services. Le quatrième facteur est le travail sur les plans géographique et démographique réalisé par l'Iran pour pérenniser son influence grâce aux nouveaux arrivants chiites, venus notamment du Liban et d'Irak pour s'installer dans les zones sensibles de Damas. Beaucoup d'entre eux ont obtenu la citoyenneté syrienne et, si leur nombre est limité, leur présence dans des quartiers stratégiques facilitera le contrôle de la capitale.

Enfin, la Turquie s'enracine et étend son influence dans le Nord syrien. De facto, la Turquie construit une enclave sur le modèle de ses propres villes, sous le slogan « *La fraternité n'a pas de limites* ». Enseignement du turc dans les écoles, instituteurs payés par Ankara, implantation de l'opérateur mobile Türk Telekom… Le rôle d'Ankara ne cesse de s'étendre à Azaz, région du nord de la Syrie sous contrôle rebelle (Voir AFP).

La Syrie aujourd'hui n'est ni un État souverain ni un État civil, mais une dictature mafieuse régie par un mandat russe et influencée par l'Iran. L'instabilité et l'insécurité mises en évidence dans cette étude engendreront de nouveaux défis pour la communauté internationale, en l'absence de transition politique réelle soutenue par les Syriens selon la résolution 2254 de l'ONU. Tous ces facteurs font que le régime de Bachar al-Assad ne peut être qu'un partenaire illusoire de la communauté internationale en termes de paix et de stabilité en Syrie.

Pour aller plus loin

Les villes en Syrie

- La leçon de courage, d'humour et de fraternité de Kafranbel, la ville rebelle vue par l'architecte Amal Hanano (Slate)

- La carte des révoltes en Syrie coïncide avec celle des quartiers et des villes détruites. Alors quel avenir ? (Non-fiction)

Les nouvelles consciences de la société syrienne

- Raed Fares par lui-même, au Forum d'Oslo pour la liberté en mai 2017 (YouTube)

- Le livre *Écrits libres de Syrie*, sous la direction de Franck Mermier (Classiques Garnier, 2018) [RFI]



- La naissance syrienne par Yahia Hakoum (Lignes de Crêtes)

L'exil

- Loin de la Syrie, loin de la révolution, les activistes syriens exilés en France font l'expérience du manque et de l'absence (Revue des mondes musulmans et la Méditerrannée)

Bulletin rédigé en décembre 2018 par Marc Hakim et Claire A. Poinsignon pour le Comité Syrie-Europe, après Alep